

# La Lettre

## Yannick Vaugrenard

SÉNATEUR DE LOIRE-ATLANTIQUE

### NUMERO SPECIAL MI-MANDAT

Madame, Monsieur,

Le Sénat vient de changer de majorité et de se désigner un nouveau Président... J'émetts deux vœux : Le premier, que le travail parlementaire, quelle que soit la majorité en place, continue d'être appliqué, sérieux, constructif et complémentaire de celui réalisé par nos collègues de l'Assemblée Nationale. Le second, que la transparence et les comportements soient exemplaires. Les représentants du suffrage universel souffrent trop des égarements de quelques-uns, ou des mauvaises habitudes de quelques autres, et c'est cela qui sape sournoisement les fondements de notre démocratie.

Notre pays traverse une période (dans un environnement international très soucieux) d'intense inquiétude, qu'il faut entendre et comprendre. Il vit une situation économique et sociale inédite depuis la fin de la seconde guerre mondiale, aussi des choix sont à faire, difficiles, exigeants, qui impliquent discernement et responsabilité.

Pour ce faire, les politiques, à quelque niveau que ce soit, mais particulièrement au plus haut niveau, doivent cesser de se soumettre à la dictature de l'événementiel, et du « court-termisme », pour expliquer, expliquer encore et faire œuvre d'une indispensable pédagogie. C'est cela le vrai respect dû aux citoyens à l'opposé de postures politiques surannées.

Dans ce numéro spécial, vous pourrez lire un compte-rendu de mon activité de Sénateur, à mi-mandat. Rapports législatifs et d'informations, questions au gouvernement, suivi de commissions d'enquêtes parlementaires, mais aussi, c'était l'engagement pris, présences et contacts avec les élus sur tout le département, afin d'informer, d'écouter, pour mieux agir ensuite.

Vous nous en parlez souvent, c'est regrettable que le statut de l'élu, amélioré et voté au Sénat le 22 janvier 2014, n'ait pas été mis au débat de l'Assemblée Nationale, avant les élections municipales. Perfectible encore, celui-ci construit des avancées significatives, c'est

pourquoi je souhaite fortement qu'il vienne au plus tôt à l'ordre du jour, car son adoption serait un gage de meilleur fonctionnement démocratique et d'une plus grande pluralité dans nos communes petites et grandes.

Tenir ses engagements, est une priorité, rendre les lois lisibles et adaptées en est une autre, tout autant que la nécessité d'une plus grande justice fiscale et sociale...C'est cela qui guide mes pas, au service de l'intérêt général.

*Bien sincèrement,*

**Yannick Vaugrenard**



Vice-Président de la commission des affaires économiques

Membre de la délégation à la Prospective

Membre de la commission spéciale relatif à la délimitation des régions

Membre des groupes d'amitiés avec la Tunisie et la Libye



## 1 ...EXAMEN DES LOIS ET DEBATS PARLEMENTAIRES

### Place des PME dans notre économie

Janvier 2013

« Je suis convaincu que le soutien de notre économie, et donc le soutien à l'emploi, passe par une attention accrue aux PME et aux entreprises de tailles intermédiaires.

[...] Leur réactivité et leur inventivité doivent être accompagnées, car elles sont un maillon essentiel de notre chaîne économique. Les grandes entreprises doivent mieux comprendre que c'est de leur intérêt d'aider, sans

domination, à la croissance, mais aussi à la diversification des entreprises sous-traitantes.

[...] Dans cette période économique délicate que traverse notre pays, c'est d'esprit d'équipe et de solidarité dont la France a besoin.

[...] Les petites et moyennes entreprises doivent être bénéficiaires de cet esprit d'équipe et de cette attention nationale. »

- 2,55 millions : c'est le nombre de PME.
- Elles comptent près de 7 millions de salariés.
- Elles représentent 97,8 % du total des entreprises.

### Non cumul des mandats

Septembre 2013

« Concernant le cumul des mandats, il nous revient aujourd'hui d'en permettre le respect.

[...] Il est beaucoup question du déclin du politique. Son impuissance ressentie par nos concitoyens suscite une désaffection [...] Au-delà du contexte économique, elle est aussi motivée par la difficulté des élus à prendre des décisions dans un environnement qui s'est complexifié et qui fait

qu'au bout du compte, exercer la fonction de Maire aujourd'hui, n'a plus grand-chose à voir avec ce qu'elle était il y a trente ans !

[...] Notre démocratie doit évoluer et aller vers une limitation du cumul, c'est le sens de l'histoire !

[...] Victor Hugo fût Sénateur sans être maire. Qui peut prétendre qu'il fût mauvais, lui qui écrivit :

*"L'Homme est fait non pas pour traîner des chaînes, mais pour ouvrir des ailes".*

### Economie sociale et solidaire :

Juin 2014

« La crise a fait éclater au grand jour les dangers d'une économie excessivement financiarisée [...] et la nécessité de promouvoir aussi les entreprises qui envisagent l'économie non comme une accumulation de bénéfices et de capitaux mais aussi comme un projet social [...].

L'économie sociale et solidaire résiste aux crises [...] et la loi favorisera une éventuelle reprise des PME et TPE en mal de successeur par leurs salariés en systématisant l'information des projets de cessions ».

- 82 % des SCOP sont encore en vie au bout de 3 ans contre 66 % des entreprises classiques
- Elles comptent plus de 200 000 établissements.
- Elles représentent 10 % des emplois salariés.

### Action de groupe dans le cadre de la loi consommation

Septembre 2013

« Beaucoup ont rêvé de la mise en place de l'action de groupe en France (...) eh bien nous allons le faire ! C'est à nous qu'il est donné aujourd'hui de réaliser cette ambition et c'est un premier motif de satisfaction.

[...] Je me félicite par ailleurs que les actions de groupe dans le secteur de la santé et de l'environnement soient destinées à faire



l'objet de projets gouvernementaux ultérieurs. J'y tiens particulièrement, puisque mon département est confronté notamment aux problèmes d'amiante. La distinction entre les différents types d'action de groupe est nécessaire pour ne pas brouiller notre démarche législative ».



### Résolution européenne sur les normes en matière de détachement des travailleurs :

Octobre 2013

« L'enjeu est central (...) d'abord parce que le nombre de travailleurs détachés en France a été multiplié par 10 depuis 2004. (...) Ensuite, parce que l'encadrement de leur activité et de leur statut est au cœur de l'organisation du marché du travail de l'Union Européenne (...) Dès lors il est impératif d'organiser la lutte contre le dumping social. (...) Un vent nationaliste préoccupant souffle aujourd'hui sur notre continent. C'est en faisant preuve de protection au bénéfice des salariés européens, que nous pour-

rons éviter l'inquiétant réflexe « du repli sur soi ». Cette proposition de résolution y participe et c'est tant mieux, car je suis convaincu que l'ambition européenne ne peut être crédible et parfaitement audible que si elle intègre l'indispensable solidarité. Au bout du compte, l'Europe sera sociale ou ne sera pas ! ».



## Bilan de la réforme portuaire

Octobre 2011

Intervention pour constater le déclin des ports français alors que la façade atlantique est à l'évidence mieux placée pour accueillir des navires en provenance du continent américain ou africain. La gouvernance doit laisser une plus grande place aux collectivités sans désengagement financier de l'Etat.

## Débat sur la pêche

Juillet 2012

Intervention pour demander une régulation des concessions de pêche transférables au profit de la pêche artisanale, principal levier de l'emploi. Le Gouvernement a heureusement écarté la proposition de la commission européenne en conservant la possibilité aux Etats de rejeter la mise en place de ces concessions.

## Tarifs énergétiques

Octobre 2012

Intervention afin de réclamer des tarifs de première nécessité par les fournisseurs d'énergies, l'élargissement de la liste des bénéficiaires des tarifs sociaux et la mise en place d'une trêve hivernale pour l'ensemble des consommateurs. Cette préconisation est désormais en vigueur.

## Notre-Dame-des-Landes

Novembre 2012

Réaffirmation de l'importance de cet outil de développement pour notre territoire. Condamnation de l'attitude des parlementaires qui, derrière Eva Joly, candidate à la présidentielle ayant réalisé 2,83 % sur cette circonscription, ont fait le coup de force sur le site, commettant des actes condamnables par la loi.

## Réforme de la PAC

Novembre 2012

Intervention pour exprimer l'inquiétude de la filière viticole face à la mise en œuvre de la suppression des droits de plantation décidée en 2008. Pour le lait, demande de mise en place d'outils afin de stabiliser le marché, atténuer la volatilité des prix et assurer une meilleure visibilité aux producteurs.

## 2 ...SUR LES COMMISSIONS D'ENQUETES

### Evasion des capitaux et incidences fiscales

Octobre 2012

« La commission d'enquête s'est déroulée avec le souci de comprendre et de chercher des solutions à ce mal des temps modernes qui ronge notre société, je veux parler de la cupidité organisée, accompagnée d'une culture de la faille, méprisante de l'intérêt général (...).

Les derniers chiffres indiquent qu'il y a 8,6 millions de personnes sous le seuil de pauvreté, alors que les 5 % les plus riches ont vu leur niveau de vie augmenter.

Face à cela, l'évasion fiscale est évaluée entre 40 et 60 milliards d'Euros chaque

année. Elle représente l'équivalent du remboursement des intérêts de la dette française.

Tout ceci est insupportable financièrement, économiquement, socialement, et moralement (...). L'urgence d'agir devant cette profonde injustice a été partagée par l'unanimité de la commission d'enquête (...).

A travers les 61 préconisations adoptées, c'est une action de très grande envergure qui est appréhendée, notamment sur les plans législatifs et réglementaires, mais aussi au niveau européen et international.

(...) Ces recommandations méritent d'être mises en application parce que l'égalité des citoyens par la contribution qu'ils apportent à la collectivité nationale l'impose ».



- 5 mois de travail et un déplacement en Suisse
- 130 personnes auditionnées
- 61 propositions

Rapport complet

[www.senat.fr/rap/r11-673-2/r11-673-21.pdf](http://www.senat.fr/rap/r11-673-2/r11-673-21.pdf)

### Influence des mouvements à caractère sectaire dans le domaine de la santé

Juin 2013

« L'évolution de nos sociétés modernes, où l'individualisme isole, et la fragilité de tout un chacun devant la dureté de la maladie, sont autant de situations qui favorisent l'emprise mentale de personnes vulnérables, avec l'exploitation mercantile qui souvent l'accompagne.

(...) Notre démocratie est-elle suffisamment organisée pour exercer le rôle protecteur qui doit

être le sien dans ce domaine ? Assurément non, tel que nous l'a démontré cruellement l'ensemble de nos audits ! L'état des lieux est globalement préoccupant, et le constat très alarmant.

(...) Chacune et chacun d'entre nous, peut à tout moment être percuté et fragilisé par les aléas de l'existence. Le terrain est alors fertile pour que « des sans foi, ni loi » exercent leur emprise mentale.

(...) Notre démocratie ne peut accepter d'être coupable de non-assistance à citoyens en danger. C'est pourquoi il faut agir pour protéger, c'est pourquoi il faut agir pour prévenir, c'est pourquoi il faut agir pour punir si nécessaire ».



**SECTES**

- 6 mois de travail
- 81 heures d'échanges
- 72 auditions
- 41 préconisations

Rapport complet

[www.senat.fr/rap/r12-480-1/r12-480-11.pdf](http://www.senat.fr/rap/r12-480-1/r12-480-11.pdf)

## REGULATION DES ACTIVITES BANCAIRES

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

Rapport déposé le 13 mars 2013

Dans mon rapport sur le projet de loi de réforme bancaire, j'ai proposé à la commission 13 amendements tous adoptés, et dont plusieurs ont été votés ensuite par le Sénat, sans voix contre et avec l'avis favorable du Gouvernement.

Deux d'entre eux en particulier ont fait évoluer le texte de manière significative :

- Le premier dispose que l'Assemblée Générale des actionnaires sera désormais consultée sur l'enveloppe des rémunérations de toutes natures des mandataires sociaux et des salariés, dont les activités ont une incidence significative sur le profil de risque des banques (essentiellement les « traders »).
- Le deuxième impose dans les contrats de travail de ces mêmes salariés, les modalités de renoncement à tout ou partie de la rémunération variable en cas de faillite.



Dossier législatif complet sur :

[www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl13-028.html](http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl13-028.html)

## SIMPLIFICATION ET SECURISATION DE LA VIE DES ENTREPRISES

Rapporteur pour avis de la commission des affaires économiques

Rapport déposé le 3 décembre 2013

Cette loi a pour objectif de simplifier la vie des entreprises, par exemple, en renforçant l'utilisation par l'administration des nouvelles technologies de l'information, afin de faciliter la gestion des nombreuses normes qui déjà compliquent grandement la vie notamment des PME.

La place de ces PME dans l'attribution des marchés publics ne correspond pas à leur poids dans l'économie nationale et la complexité des procédures de passations de marchés publics, sur-

tout pour les marchés de petits montants, est souvent souligné. Il convenait donc de réagir afin d'améliorer l'accès des PME à la commande publique.

D'autre part, le programme « Dites-le nous une fois » vise à réduire la redondance des informations demandées par l'Etat et a été intégré dans la démarche générale de simplification.

La cible à combattre, au-delà de la complexité, est aussi parfois l'instabilité du droit et c'est pourquoi le législateur doit y être particulièrement attentif.

**Extrait de mon intervention en séance plénière dans le cadre de la présentation du rapport**

**Lundi 9 décembre 2013**

« L'objectif est de faire progresser notre pays en compétitivité-temps. La e-administration pourrait générer 15 milliards d'économies pour l'Etat et un allègement de 25 % de la charge administrative des entreprises. (...) Nous devons veiller aux très petites entreprises, le choc de simplification ne doit pas entraîner de surcoût pour les entreprises (...) ni porter atteinte aux droits des salariés.

(...) Par ailleurs, la simplification relève aussi des comportements et il est essentiel que le Gouvernement diffuse un message de simplification de la vie des entreprises, à la société française et à son administration. L'enjeu est de rejoindre le peloton de tête des pays européens dans ce domaine ».



# RAPPORT SUR LA PAUVRETE

Dans le cadre de la délégation sénatoriale à la prospective

Rapport déposé le 19 février 2014

En qualité de Vice-Président de la délégation sénatoriale à la prospective, j'ai souhaité porter un regard approfondi sur la pauvreté et les moyens de l'enrayer. L'axe privilégié était la volonté de rompre la chaîne héréditaire de la pauvreté.

Après 9 mois de travail, 72 personnes auditionnées, un déplacement auprès des institutions belges et européennes, une journée d'étude sur les approches du conseil général de Loire-Atlantique et la participation à 2 maraudes de nuit du SAMU social de Paris, j'ai pu formuler douze préconisations dans le cadre d'un rapport de 200 pages présenté et adopté par la délégation à la prospective le 19 février.

Il convient désormais de tout mettre en œuvre pour faire appliquer les douze préconisations qui s'articulent selon trois grands objectifs :

- **Prendre conscience**

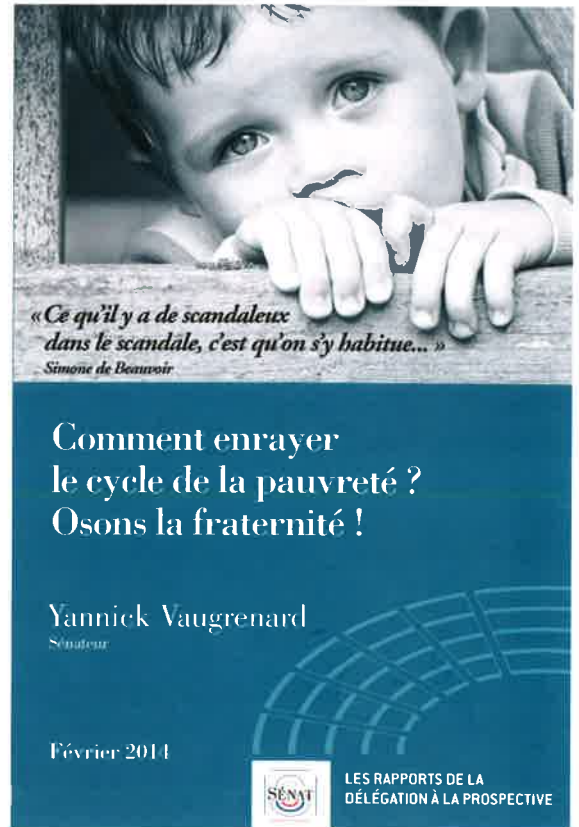
Aujourd'hui, un enfant sur cinq est en situation de pauvreté (un sur deux dans les zones urbaines sensibles), de plus en plus de jeunes adultes et de familles monoparentales, de travailleurs précaires, de personnes âgées...

- **Instaurer la confiance**

La stigmatisation et la suspicion à l'égard des populations pauvres doivent cesser. Aujourd'hui, près de 40% des personnes en dessous du seuil de pauvreté, ne touchent pas ce à quoi elles ont droit. Désormais, la confiance doit suppléer la défiance et le contrôle a posteriori suppléer le contrôle a priori.

- **Oser la fraternité**

Au-delà de la solidarité, il faut oser la fraternité. Dans une République comme la nôtre, ces publics en difficultés ne sont pas des assistés, mais des ayants-droit de notre démocratie. Notre regard doit s'armer de bienveillance et non de méfiance.



**A lire sur [www.yvaugrenard.fr](http://www.yvaugrenard.fr)**

## ARTISANAT, COMMERCE ET TRES PETITES ENTREPRISES

Rapporteur du Sénat pour le projet de loi

Rapport déposé le 9 avril 2014

Ce projet de loi était attendu car, au-delà des nécessaires adaptations aux évolutions économiques, des simplifications et une plus grande transparence s'imposaient, tout comme un meilleur équilibre entre les différents acteurs. Mais c'est aussi d'aménagement du territoire dont il est question car tout ce tissu d'activité est déterminant pour nos contrées urbaines et rurales, avec des emplois en très grand nombre, qui eux, ne sont pas

délocalisables.

Par ailleurs, je me félicite d'avoir eu gain de cause sur ma volonté de voir figurer dans le texte de loi, la possibilité d'installer des systèmes de vidéoprotection aux abords des commerces particulièrement exposés à des risques de vol ou d'agression. Ce dispositif, soigneusement encadré afin de concilier les objectifs de protection des commerçants et de respect des libertés individuelles, satisfait une

demande ancienne et forte des professionnels.

Enfin, sur l'aménagement commercial, la main est redonnée aux élus en réintroduisant la possibilité d'intégrer un document d'aménagement commercial (DAC) dans le SCOT qui sera plus prescripteur : les intercommunalités pourront prendre en compte plus finement, dans leur stratégie, l'équilibre économique territorial.

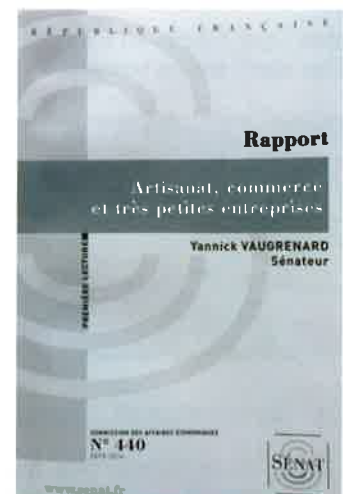
### Extrait de mon intervention en séance plénière

**Jeudi 5 juin 2014**

« Avec plus d'un million d'entreprises, l'artisanat représente presque le tiers des entreprises du secteur marchand, soit 3 millions d'emplois dont 2 millions d'emplois salariés. Le commerce occupe, quant à lui, 3 millions d'emplois salariés et 360 000 emplois indépendants. Soulignons également la part considérable des très petites entreprises où dans le secteur artisanal, les structures de moins de 10 salariés représentent 95 % du total des entreprises.

[...] Le texte de loi propose des mesures concrètes de soutien et de développement dans un secteur déterminant pour notre économie. Il était nécessaire de rétablir des conditions de concurrence équilibrées pour que chaque acteur, artisans et auto-entrepreneurs notamment, puissent développer son activité tout en protégeant mieux les consommateurs.

[...] C'est ce que nous avons fait et je tiens à remercier mes collègues parlementaires, députés et sénateurs qui, dans un esprit constructif, ont permis d'aboutir à une loi équilibrée satisfaisante pour l'ensemble des parties prenantes. »



# QUESTIONS ORALES EN SEANCE PLENIERE



## QUESTIONS D'ACTUALITE AU GOUVERNEMENT

**Mars 2012** : Sur la moralisation du capitalisme après les superprofits des patrons du CAC 40 et les 34 % d'augmentation qu'ils se sont accordés, les dix plus grandes rémunérations atteignant 240 fois le SMIC.

**Novembre 2012** : Sur l'aéroport du Grand Ouest afin de réaffirmer l'importance de cet outil de développement et de condamner le coup de force réalisé sur le site par certains parlementaires.



**Octobre 2013** : sur les chantiers navals de Saint-Nazaire, en particulier sur l'engagement de l'Etat pour assurer le destin d'une filière industrielle indispensable à l'économie de notre pays.

J'ai pu rappeler les dangers que font peser la vente des actions STX France par la banque coréenne et évoquer des pistes qui me paraissent à privilégier pour assurer l'avenir de cette industrie emblématique pour notre pays. Récemment, je me suis adressé au nouveau ministre de l'économie, Emmanuel Macron, afin de lui exposer les problématiques liées à la vente. Il m'a assuré suivre « le dossier de près ».

## QUESTIONS ORALES AU GOUVERNEMENT

**Décembre 2011** : Sur l'égalité de traitement pour les orphelins de guerre suite à des évolutions réglementaires de 2000 et 2004 qui avaient de fait rompu l'égalité.

**Janvier 2012** : Sur les pratiques des opérateurs funéraires dénoncées par l'UFC Que Choisir, qui empêchent les familles de comparer les prix.

**Octobre 2012** : Sur l'urgence d'examiner le projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs.

**Novembre 2012** : Sur la réforme de la PAC pour relayer notamment l'inquiétude de la filière viticole face à la mise en œuvre de la suppression des droits de plantation.

**Février 2013** : Sur la compétitivité par la simplification administrative.



**Mars 2013** : Sur une proposition d'interdire de fumer en voiture en présence d'enfants mineurs. Nos enfants sont particulièrement confrontés au tabagisme passif, qui au bout de quelques minutes, et même avec une faible exposition, représente un réel danger, particulièrement dans des endroits confinés tels que les voitures. Dès 2013, j'avais demandé à la Ministre de la santé, de lancer une réflexion sur l'interdiction de fumer dans les voitures en présence d'enfants.

Le 12 juin 2014, je rencontrais le cabinet de Marisol Touraine sur cette question.

Aujourd'hui, je me réjouis que cette mesure fasse partie du plan de lutte contre le tabagisme annoncé par la ministre le 25 septembre dernier.

**Mai 2013** : Sur le don d'organes afin de relancer une grande campagne d'information à destination des familles et des professionnels.

**Octobre 2013** : Sur la diffusion des rencontres sportives sur les chaînes à péage qui prennent une part croissante, provoquant une fracture sociale télévisuelle inadmissible.

**Décembre 2013** : Sur la différence de traitement par les juridictions nationales des demandes d'adoption concernant des enfants originaires d'Haïti, à la suite du séisme de 2010.

**Avril 2014** : Sur l'accès au financement bancaire des petites et moyennes entreprises en rappelant la nécessité d'un financement de l'économie réelle par les banques et la vigilance qui doit être exercée sur les égarements des banquiers dans les activités spéculatives.



**Mai 2014** : Sur les difficultés financières du centre hospitalier de Saint-Nazaire et de la clinique mutualiste de l'Estuaire du fait des termes du partenariat public-privé avec le groupe Eiffage.

Pour atteindre l'équilibre économique, les mesures d'économies ne sont pas la seule solution au regard des conditions de travail des employés et d'accueil des patients, d'autant que les cas de burn-out se multiplient. Pour l'hôpital sud francilien, la renégociation avec le groupe Eiffage permettra d'économiser entre 600 et 700 millions d'euros. Ce qui est possible en région parisienne doit l'être aussi pour Saint-Nazaire.

**Mai 2014** : Sur l'absence de remorqueurs dans le Golfe de Gascogne afin de protéger l'ensemble de nos côtes Atlantique.

**Juillet 2014** : Sur le financement des associations d'aide aux victimes, comme « Prévenir et Réparer », dont la baisse successive depuis plusieurs années met en péril la survie.



**Novembre 2011** : « situation des pensionnés de la marine marchande »

**Décembre 2011** : « part d'autofinancement imposée aux parcs naturels régionaux à partir du 1er janvier 2012 »

**Février 2012** : « situation des victimes de l'amiante »

**Février 2012** : « situation des administrateurs des offices publics d'HLM »

**Février 2012** : « projet de loi renforçant les droits, la protection et l'information des consommateurs »

**Juillet 2012** : « augmentation des suicides liés à la crise »

**Juillet 2012** : « réforme de la Commission de la sécurité des consommateurs »

**Juillet 2012** : « système de financement de la culture »

**Septembre 2012** : « formation des conducteurs routiers pour les maraîchers »

**Septembre 2012** : « situation des populations Touaregs du nord du Mali »

**Septembre 2012** : « reconnaissance de la pénibilité du travail de certains fonctionnaires »

**Octobre 2012** : « modification de la procédure de révision du plan local d'urbanisme »

**Octobre 2012** : « information liée au dépistage du cancer du sein »

**Octobre 2012** : « attribution de la carte du combattant »

**Octobre 2012** : « prise en charge des fouilles archéologiques préventives »

**Octobre 2012** : « fiabilité du diagnostic de performance énergétique »

**Novembre 2012** : « décision de rendre facultative l'adhésion aux ordres paramédicaux »

**Novembre 2012** : « avenir du Crédit Immobilier de France »

**Novembre 2012** : « mesures préventives contre le vol de câbles de cuivre »

**Novembre 2012** : « avenir des IUT »

**Décembre 2012** : « avis des instances consultatives locales »

**Décembre 2012** : « problèmes d'interconnexion sur internet »

**Janvier 2013** : « prévention de l'obésité et loi de santé publique »

**Février 2013** : « situation des maîtres-nageurs sauveteurs »

**Février 2013** : « abus constatés dans le secteur de la téléassistance »

**Février 2013** : « délais de paiement entre entreprises »

**Février 2013** : « réglementation concernant l'utilisation de pétards »

**Mars 2013** : « réglementation relative aux boîtes aux lettres »

**Avril 2013** : « soutien aux scènes de musiques traditionnelles »

**Avril 2013** : « création d'une base de données sur les accidents et blessures de la vie courante »

**Avril 2013** : « présence de perturbateurs endocriniens dans les produits cosmétiques et d'hygiène »

**Avril 2013** : « indemnisation des victimes des essais nucléaires »

**Mai 2013** : « situation des femmes djiboutiennes »

**Mai 2013** : « dispositif de formation des ostéopathes »

**Mai 2013** : « teneur en plomb dans l'eau de consommation »

**Mai 2013** : « financement des espaces de rencontre parents/enfants »

**Juillet 2013** : « réglementation concernant les commerçants ambulants et la gestion des droits de place par les collectivités territoriales »

**Juillet 2013** : « devenir du Conseil de modération et de prévention »

**Août 2013** : « fin des restitutions à l'exportation de viande de volaille décidée par la Commission européenne »

**Août 2013** : « situation des administrateurs des offices publics d'habitations à loyer modéré »

**Septembre 2013** : « recouvrement de la dette de Synergie au profit de l'Urssaf des Pays-de-la-Loire »

**Novembre 2013** : « sécurité des lingettes et laits de toilette pour bébés »

**Novembre 2013** : « redécoupage cantonal et avenir des chefs-lieux de cantons »

**Novembre 2013** : « gratification des stages des étudiants en travail social »

**Novembre 2013** : « aides à la presse »

**Décembre 2013** : « vaccins contenant de l'aluminium »

**Décembre 2013** : « organisation du système de la prothèse dentaire »

**Décembre 2013** : « formation délivrant le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur »

**Février 2014** : « réforme européenne des prélèvements »

**Février 2014** : « prématurité en France »

**Mars 2014** : « avenir des écoles de reconversion professionnelle »

**Avril 2014** : « fiches individuelles de prévention de la pénibilité »

**Avril 2014** : « taxe d'aménagement (modalités d'application de cette taxe aux demandes de permis de construire) »

**Avril 2014** : « réorganisation de l'Institut national de l'origine et de la qualité »

**Mai 2014** : « réduction téléphonique sociale »

**Juin 2014** : « possibilité de lever le secret médical dans certains cas particuliers »

**Juillet 2014** : « modification éventuelle du décret 'plage' »

**Septembre 2014** : « situation de l'apiculture française »

**Septembre 2014** : « suppression des bourses au mérite »

**Septembre 2014** : « escroquerie à la TVA intracommunautaire sur les véhicules d'occasion »

**Le texte complet des questions écrites et des interventions, ainsi que les réponses obtenues, pourront vous être fournis sur demande à la permanence parlementaire : 02 40 22 69 47**

# RESERVE PARLEMENTAIRE

Un soutien aux actions de solidarités

Le principe de la réserve parlementaire, qui permet aux députés et sénateurs de disposer de fonds publics pour financer des projets de leurs choix, n'est pas satisfaisant. J'ai pu m'exprimer publiquement sur ce sujet à plusieurs reprises. Toutefois, afin de ne pas pénaliser notre territoire, j'ai décidé d'utiliser néanmoins la réserve au profit des communes.

Au total, 39 projets caritatifs, humanitaires, ou en faveur du lien social et de la prise en compte des personnes en situation de handicap, ont été subventionnés.

A titre exceptionnel, j'ai soutenu la réalisation de certains équipements indispensables qui ne pouvaient voir le jour, sans augmentation significative de l'impôt dans les villes aux moyens réduits.

Je m'étais engagé à une transparence totale, aussi, vous trouverez ci-dessous, les collectivités bénéficiaires de ma réserve parlementaire pour ces trois années de mandat. Pour le détail de chaque projet, n'hésitez pas à contacter ma permanence.

## 2012

Missillac - Plessé - Indre - St Nazaire  
St Père en Retz - La Chapelle St Sauveur  
Drefféac - Herbignac - Le Pellerin -  
Le Cellier - La Baule - SIVOM de Varades  
(Varades, La Chapelle St Sauveur, Montrelais, La Rouxière) - La Chapelle des Marais - La Turballe

## 2013

Ancenis - Besné - Béligné - Quilly  
Clisson - Trignac - Casson  
St Aignan de Grand Lieu  
La Chapelle sur Erdre  
St Philbert de Grand Lieu  
Ste Luce sur Loire - St Brévin les pins  
La Bernerie en Retz - Sion les mines

## 2014

Boussay - Donges - Sautron - Préfailles  
Juigné les Moutiers  
St Aubin des Châteaux  
St Malo de Guersac  
St Michel Chef Chef  
La Communauté d'Agglomération de la Région Nazairienne

## RENCONTRES AVEC LES MAIRES ET LES ELUS

Depuis le début de mon mandat et conformément aux engagements pris, je suis allé, accompagné de ma collègue Michelle Meunier, à la rencontre des Maires et des élus dans leur commune.

Au total, 132 communes auront été visitées pour écouter, dialoguer, se concerter, autant de riches échanges qui permettent de garder pleinement contact avec les réalités de l'ensemble des territoires.



## REMERCIEMENTS

Ce bilan n'est pas le bilan d'un homme seul, mais d'une équipe. C'est pourquoi je tiens à remercier tout particulièrement mes trois collaborateurs, Cathy Durand, Sophie Hoffenberg et Xavier Perrin. Ils sont un excellent soutien et une aide très précieuse.

Je veux aussi remercier les administrateurs du Sénat, qui dans le cadre des rapports à produire sont tout aussi indispensables.

Enfin, merci à « Frap » qui avec ses dessins originaux et plein d'humour, aura agrémenté votre lecture au fil des numéros.



Cathy Durand



Sophie Hoffenberg



Xavier Perrin



## CONTACTS

### A Saint-Nazaire - Permanence parlementaire

Du lundi au vendredi de 9h à 12h30 et de 14h à 17h30.

Le samedi sur rendez-vous

Fermée le mercredi après-midi

114, avenue de la République - 44600 Saint-Nazaire

Tél.: 02 40 22 69 47 / Courriel : permanenceparlementaire@yvaugrenard.fr

### Au Sénat

15, rue de Vaugirard - 75291 Paris cedex 06

Tél.: 01 42 34 36 87

Courriel : y.vaugrenard@senat.fr

[www.yvaugrenard.fr](http://www.yvaugrenard.fr)

Site accessible aux personnes malvoyantes et non-voyantes